

L'INFO BOURG



Le journal du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

Octobre 2007

Retour en page 3 sur la manif



Analyse : La dérive d'Ann Bourget

Par Nicolas Lefebvre Legault

Ça se confirme, les gens de Québec auront le choix entre la droite, la droite et... la droite pour la mairie de Québec. Même si elle n'ose utiliser ce mot, encore tabou dans son parti, Ann Bourget se positionne dans un drôle de coin de l'échiquier politique depuis la mort d'Andrée P. Boucher.

L'héritière de la mairesse...

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la chef de l'opposition au conseil de ville se présente dans ses déclarations comme une héritière d'Andrée P. Boucher. «Le plus bel hommage à rendre à Mme Boucher, ce serait de continuer. On partage ses objectifs, dans mon cas depuis la course à l'investiture du Renouveau municipal», a-t-elle déclaré, le 4 septembre dernier, à un scribe anonyme d'un quotidien en lock-out.

Dans le même article, la candidate se permet même de casser du sucre sur le dos des syndicats et de se faire la porte-parole de la génération X. Pour elle, les finances de la Ville sont prioritaires et elle compte bien s'attaquer de front aux syndiqués-es. «Je ne fais pas partie de la génération du «tout cuit dans la bouche», dit la chef du RMQ au JdeQ. On a bâti nos jobs. Il faudra qu'on présente clairement les enjeux: on n'a pas d'argent. Le discours d'Andrée Boucher, il est important de le reprendre.»

Gérer la ville «comme une business»

Bourget en rajoute une couche dans *Le Soleil* du 14 septembre. Elle déclare au journaliste Jean-François Néron: «Je ne peux pas vous cacher que je voulais recentrer le parti (RMQ) pour l'amener à quelque chose qui me ressemble davantage. Je suis fondamentalement entrepreneure. Je pense que la ville doit être gérée comme une *business*. Tout ce que j'ai fait auparavant était dans l'optique de la plus grande rentabilité sur le plan économique, bien sûr, mais aussi sur le plan social, de l'environnement, etc.» Il est ironique de constater que c'est l'ex-président de la Chambre de commerce, Pierre Dolbec, qui a relevé l'incongruité de cette déclaration. En effet, quelques jours plus tard, le candidat Dolbec disait ne pas croire qu'on puisse comparer la gestion

d'une ville à celle d'une business, car certains services doivent être rendus aux payeurs de taxes.



Place à la girouette

Il est également intéressant d'examiner l'évolution du discours d'Ann Bourget sur la question du tramway. Après avoir fait de la promotion du tramway la priorité du RMQ, il y a quatre mois, la candidate Bourget est soudainement incapable de prendre position à la veille de la campagne électorale!

Dans *Le Soleil* du 22 septembre, tout ce qu'Ann Bourget trouve à dire, c'est que les coûts de l'étude sur le tramway devront être assumés par les gouvernements supérieurs. Ça tombe bien parce que c'est exactement ce que prévoient les programmes... D'ailleurs, personne n'a jamais demandé à la Ville de mettre une cenne là-dedans! Là où ça se gâte, c'est quand elle dit, tout en conservant un préjugé favorable envers le tramway, qu'«il n'est pas question d'enfoncer ce projet dans la gorge des gens s'ils n'en veulent pas (...)».

Pour être bien sûre de noyer le poisson, la candidate veut que l'étude sur le tramway identifie des alternatives à ce moyen de transport ainsi que leurs coûts afin de faire une comparaison. «Les déplacements dans la région sont en augmentation. Au lieu du tramway, faudra-t-il d'autres autoroutes, élargir celles qu'on a, des nouveaux stationnements? Ça va prendre des chiffres. Il faudra regarder tous les aspects du dossier avant de prendre une décision pour ou contre», a-t-elle ajouté au journaliste du *Soleil*.

Derrière le discours de politicien, ce qu'on comprend c'est que le projet de tramway est passé à la trappe des ambitions électorales d'Ann Bourget. La métamorphose de la candidate du RMQ se poursuit. De déclaration en déclaration, l'image de l'écolo granole un peu gô-gôche s'estompe et fait place à celle d'une politicienne comme les autres, d'une girouette qui n'est intéressée que par le pouvoir.

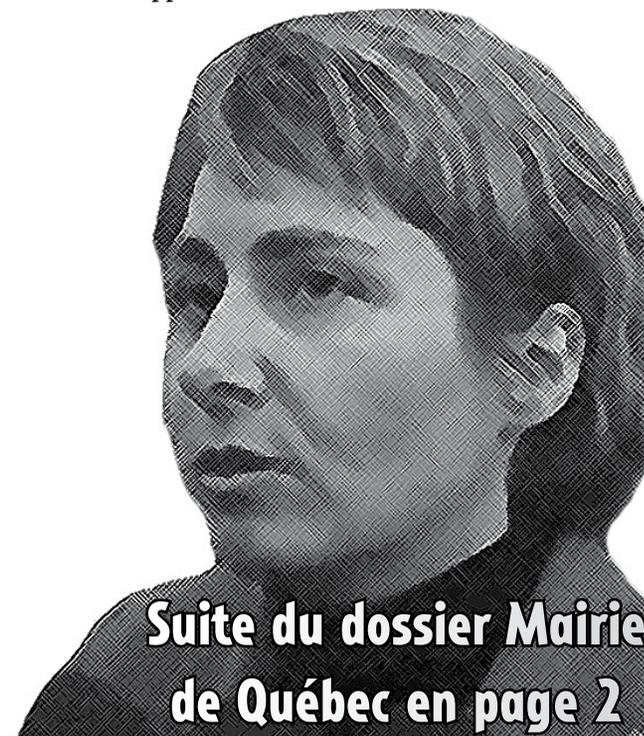
Courtiser «la» banlieue

Il est clair, et c'est confirmé par des sources proches du dossier, que Bourget tient ce genre de discours pour courtiser les banlieusards-es que l'on suppose,

évidemment, tous et toutes à droite. Cela vient confirmer, une fois de plus, la marginalisation politique des habitants-es du centre-ville en général et des classes populaires en particulier.

Ce qui marche et émerge en ce moment, c'est la classe moyenne, celle qui vit en banlieue. Quand le *Journal de Québec* titrait à la une «la mairesse du peuple» à propos d'Andrée P. Boucher, c'était de ce peuple là dont il parlait. Étalement urbain et vulgaire démographie obligent, le centre-ville pèse d'un poids politique de plus en plus léger.

C'est dommage, mais les habitants-es du centre-ville ne sont plus à la mode avec leurs problèmes de logement, de transport et de pauvreté. Il n'y a plus grand capital à faire à nous courtiser! Politiquement, la force en émergence actuellement est une «nouvelle» droite populiste et décomplexée. Dans la grande région de Québec, on peut affirmer sans crainte d'être contredit que cette «nouvelle» droite est déjà la nouvelle majorité sociale et politique. Dans le fond, le RMQ ne fait qu'en prendre acte en tenant un discours susceptible de plaire à cet électorat. Ce qui ne vient que confirmer ce que nous savons depuis longtemps, à savoir que le RMQ n'est finalement qu'un parti politique comme les autres, c'est-à-dire opportuniste.



Suite du dossier Mairie
de Québec en page 2

Dans ce numéro - Dans ce num

Radio : mange de la marge!
en page 5

Une ville verte... malgré nous!
en page 9

Les aînés-es sous la loupe
en page 13

Le candidat à vélo

Nicolas Lefebvre Legault

Pierre Bernier, alias Pierrot Vélo, se présente comme candidat à la mairie de Québec. Qu'est-ce qui a bien pu pousser une personnalité bien connue du faubourg à faire le saut? *L'Infobourg* a voulu en savoir plus.

Pas Rhino

À priori, la plupart des gens pensent spontanément à une blague quand ils savent que Pierrot Vélo –c'est son nom de mime depuis plus de 20 ans– se présente à la mairie. Pourtant, le principal intéressé jure que non. «C'est pas rhino, c'est vélo! Ma candidature est tout à fait sérieuse, nous dit-il en entrevue. Ça fait 30 ans que je montre l'exemple et que je me bats pour le vélo utilitaire. Les élections me fournissent une belle tribune, l'occasion de dire «Youhou! On est là» et de poser un geste positif.»

Selon le proprio du Muséovelo, sans la conjoncture particulière d'une élection partielle, il ne se serait pas présenté. «Ce que je sens, c'est que l'électorat a déjà choisi ses élus, dit-il. Moi, je me propose comme représentant, la ville ce n'est pas juste le maire. Je pourrais harmoniser l'équipe pour que la ville roule bien... je serais sûrement le maire le plus différent de l'histoire de la planète!»

La place du vélo

Pierre Bernier se présente pour faire avancer la cause du vélo. «Les cyclistes n'ont pas de place: sur la rue, ils se font klaxonner, sur le trottoir, ils se font engueuler, illustre-t-il. Moi,

je veux que les vélos aient une place à Québec.» Concrètement, le candidat a plusieurs projets en tête. Il souhaite entre autres étendre le réseau de pistes cyclables, peindre un couloir «vélo» sur la chaussée (comme à Montréal) et expérimenter des pistes à contresens de la circulation sur des rues comme Saint-Jean et Saint-Joseph. Selon lui, pour faire de la place aux autres, il faut tasser un peu les chars. D'ailleurs, toutes les améliorations proposées seraient financées directement par les automobilistes à même les tickets récotés par une application plus sévère des règlements municipaux.

A-t-il une chance? «Si le vote des pollueurs est divisé et que tous les écolos votent pour moi, on pourrait avoir des surprises...», lance-t-il songeur. Ceci dit, indépendamment du résultat final, Pierre Bernier espère que suffisamment de gens voteront pour lui pour que ça ajoute du poids à la cause du vélo et de l'environnement. S'il réussissait à s'imposer comme la conscience environnementale de ce cirque, ce serait déjà beaucoup.



Pierre Bernier a cinquante ans. Il est né dans Limoilou, il a grandi à Sainte-Foy et il est présent dans le faubourg depuis 1984. Il est mime depuis 1974 et il est actuellement mécanicien-propriétaire du Muséovelo sur Saint-Jean. Aujourd'hui, il demeure dans Saint-Sauveur.

Photo Julien Bourgeois-Dumais

Des funérailles pour célébrer quoi?

Par Paul-André Perron

Nous avons eu droit à un spectacle médiatique éclatant, le 1^{er} septembre dernier, lors des funérailles officielles à la mémoire de la mairesse Andrée Boucher. Était-ce purement un rituel pour honorer une disparue? Peut-être pas. Cette cérémonie publique surchargée de symboles n'était ni neutre ni innocente, au contraire. À l'occasion des funérailles, nous avons vu le cardinal de Québec relayer la légende médiatique fraîchement inventée voulant que madame Boucher fut la mairesse du peuple, alors que celle-ci, avec la franchise qu'on lui reconnaît volontiers, méprisait ouvertement les classes défavorisées. Nous avons vu la bourgeoisie de Québec proposer de grosses sommes pour sauver les écrans géants destinés à transformer le quartier latin en un ciné-parc un peu macabre. Nous avons vu les militaires saupoudrer l'événement de quelques notes de trompette, histoire de redorer leur prestige sur fond de contestation d'une certaine escapade afghane. En somme, ce que nous avons vu le 1^{er} septembre, ce sont les forces conservatrices de Québec se célébrer elles-mêmes à travers un copinage à peine déguisé entre la bourgeoisie, le pouvoir politique, l'Église catholique et l'armée.

Dans sa logique propre, cette célébration de la droite fut un inquiétant succès puisqu'elle a parachevé la fabrication d'un mythe. Alors qu'Andrée Boucher a partout semé la zizanie tout au long de sa carrière politique, alors qu'elle s'est immortalisée par un gaspillage de 41 millions de dollars pour un hôtel de ville construit contre la volonté de la population, elle serait devenue l'incarnation des aspirations unanimes du peuple et la gardienne de la saine gestion des deniers publics. Et le mythe fonctionne à un point tel qu'Ann Bourget, prétendante au trône qui se disait hier de gauche, menace aujourd'hui de mordre ses adversaires avec le dentier de la défunte. Sera-t-elle la seule à vouloir satisfaire ses ambitions en singeant feu la mairesse? Il serait naïf de croire qu'il y aura quelque chose à célébrer le 2 décembre prochain, mais espérons au moins que la course à la mairie fera place à autre chose qu'au populisme le plus crasse et au racolage le plus vil.

Maire ou PDG?

Par Nicolas Lefebvre Legault

Il aurait été trop injuste de ne critiquer que la candidate du Renouveau municipal de Québec. Pourtant, que dire des «autres» sinon qu'ils nous semblent globalement peu intéressants, pour ne pas dire... insignifiants.

Qu'ont-ils dit de significatif qui permettrait de les distinguer les uns des autres? Ils se veulent tous rassembleurs et se présentent tous comme de bons gestionnaires. Et c'est bien ça le problème: ils ne veulent que gérer la ville. Ils n'ont pas d'autres projets à présenter à la population que celui de rationaliser les dépenses.

Tout ça à cause d'un ridicule déficit de 12 millions de dollars sur un budget global frisant le milliard! Sous couvert de logique comptable «objective», les candidats se proposent de couper dans les services –lesquels?– et d'obtenir des concessions des syndicats. Bref, c'est l'éternel discours de la droite néolibérale.

Le comble de la gestionite revient sans doute à Claude Larose qui propose, pour économiser, de réduire de moitié le nombre de conseillers municipaux... comme si le conseil municipal n'était qu'un vulgaire conseil d'administration.

Et la politique bordel?

Québec est actuellement une ville sans projet. Pourtant, ce ne sont pas les enjeux brûlants demandant du leadership politique qui manquent. Il y a quelques dossiers dont on aimerait bien entendre parler.

Immigration: Comment attirer des immigrants-es à Québec et, surtout, les retenir (20% ne restent pas)? Que faire pour favoriser leur intégration à la communauté et au marché du travail? La ville peut-elle jouer un rôle?

Transport: Comment renverser la vapeur et augmenter la part du transport en commun dans les déplacements motorisés? Qui osera appuyer publiquement le projet de tramway ou, au moins, présenter une alternative crédible? (Non, le statu quo bonifié n'est pas une alternative crédible...) A-t-on sérieusement étudié les avenues de la tarification sociale et de la gratuité totale ou partielle avant de les rejeter? Dans un autre ordre d'idées, puisqu'il faut refaire une grande partie de nos infrastructures, ne serait-il pas temps de repenser la place centrale de l'automobile dans nos rues?

Habitation: Quelle place pour les classes populaires, le monde ordinaire, dans la capitale? Presque tous les développements domiciliaires sont faits pour la classe

moyenne et les quartiers centraux ont tendance à s'embourgeoiser. Personne n'en parle, mais la construction de logements sociaux est de plus en plus ardue. N'y aurait-il pas lieu d'adopter une politique d'inclusion dans les grands projets? Dans la même veine, à quand une harmonisation des pratiques en matière d'inspection dans les cas de sécurité et de salubrité?

Loisirs: Contrairement à la culture, l'offre de loisirs est complètement soumise à la logique du marché et les organismes sont (très) chichement subventionnés. Pas moyen de faire du sport ou de suivre un cours sans devoir débours des montants de plus en plus importants. N'est-ce pas légèrement contradictoire à l'heure où l'on veut encourager l'activité physique et «faire bouger les jeunes»?

Services municipaux: Depuis deux ans, on a revu à la baisse l'offre de certains services de base comme la collecte des ordures et le ramassage de la neige. Dans le même temps, la ville branle dans le manche et cherche à échapper à ses nouvelles responsabilités en matières d'incendie, de sécurité publique et de réduction des déchets. Avec des candidats-es qui promettent tous de couper «dans le gras», il y a lieu de s'inquiéter. Quelle position face aux services de base? Quel est le stricte minimum en bas duquel on ne bouge pas? Et comment améliorer les services, notamment en ce qui a trait au recyclage et au compostage?

En ville sans ma voiture



par Nadine Davignon

Organisée dans le cadre de la journée sans voiture, le 21 septembre dernier, la manifestation «Quartier résidentiel: Wo les moteurs!» s'est déroulée dans une ambiance festive. Les organisateurs et les organisatrices estiment qu'environ 200 personnes ont marché pour signifier leur écœurement de la circulation de transit dans les quartiers centraux.

La marche s'est mise en branle vers 16h30 au carré d'Youville et a emprunté la rue d'Aiguillon jusqu'à Sutherland pour revenir vers le parvis de l'église par la rue Saint-Jean. La troupe musicale Pe Na Rua a animé la marche au grand plaisir des participants-es. C'en fut plus que suffisant pour perturber la circulation automobile.

Les participants-es ont manifesté, à la suite de l'appel du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, pour mettre en évidence le problème qu'ils vivent au quotidien dans leur quartier. En effet, chaque jour, des automobilistes empruntent les rues résidentielles des quartiers centraux afin d'éviter le trafic et les feux de circulation des boulevards. Certaines rues, normalement paisibles, sont littéralement envahies par les autos aux heures de pointe. De longues files de véhicules perturbent la quiétude des rues et polluent l'atmosphère. De plus, dès qu'ils le peuvent, les automobilistes pressés accélèrent et rendent la traversée piétonne risquée. La rue d'Aiguillon constitue un cas particulièrement grave de transit automobile, même si cette rue abrite une école primaire. Des participants-es interrogés-es ont également évoqué les cauchemars vécus dans le faubourg sur les rues Saint-Augustin, Sainte-Marie et Lavigueur, ainsi que sur la rue des Remparts dans le Vieux-Québec.

Malheureusement, les automobilistes n'ont pas nécessairement été sensibilisés par cet événement. Certains conducteurs se sont trouvés vivement choqués par l'attente imposée par les manifestants-es, sans vraiment comprendre le problème vécu par les résidents-es. Le Comité populaire s'attaquera au problème du transit cet automne. Surveillez les prochaines activités d'information et de mobilisation.

Photos:
Haut: Étienne Grandmont;
Pieds, à partir d'en haut,
de gauche à droite:
1-2-3: Nicolas Lefebvre Legault;
4: Luc-Antoine Couturier;
5-6: Chantal Gariépy;
7: Étienne Grandmont;
8: Julien Bourgeois-Dumais;
Bas : Luc-Antoine Couturier



L'école Saint-Jean-Baptiste se mobilise

Par Chantal Gariépy

Environ 80 élèves des classes de maternelle, paternelle et de 1^{ère} année de l'école Saint-Jean-Baptiste ont coloré les rues du Vieux-Québec, le vendredi 21 septembre, dans le cadre de la journée *En ville sans ma voiture*. Munis-es de pinceaux, les écoliers-ères ont fait appel à leur créativité en peignant différentes figures évoquant un environnement sain et des modes de transport alternatifs. Bravo à tous ces petits artistes pour leurs chef-d'œuvre et à l'école Saint-Jean-Baptiste qui a à cœur l'environnement du quartier. L'intense circulation automobile autour de l'école est une préoccupation de l'établissement scolaire qui cherche à assurer la sécurité des élèves.



Vous avez peut-être droit à une aide financière pour vous loger

À l'occasion du dixième anniversaire du programme québécois Allocation-logement, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste tient à rappeler l'existence de cette aide financière à laquelle des locataires, des propriétaires et des chambreurs et chambreuses peuvent, sous certaines conditions, avoir droit. L'aide peut atteindre 80\$ par mois.

Les ménages potentiellement admissibles sont les familles avec au moins un enfant à charge, les personnes seules âgées de plus de 55 ans, de même que les couples dont au moins un des membres a cet âge. Les ménages doivent également être à (très) faible revenu.

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste précise que, même s'ils répondent à ces conditions, certains ménages peuvent se voir refuser l'aide, par exemple s'ils paient un loyer inférieur aux normes fixées, s'ils demeurent en HLM, en centre d'accueil ou en centre hospitalier ou encore s'ils reçoivent déjà une aide financière pour demeurer dans un logement coopératif, sans but lucratif ou privé.

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste conseille à tous les ménages qui se croient admissibles de s'adresser au ministère du Revenu du Québec au (418) 652-7020.

Des critiques

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste accuse le gouvernement québécois de ne pas publiciser l'allocation-logement, programme qui demeure inconnu d'une large partie des personnes et des familles qui y auraient droit. Il déplore également que, depuis dix ans, le gouvernement n'ait même pas indexé les paramètres de ce programme, par exemple en termes de revenus admissibles ou de montant d'aide, alors que le coût de la vie et des loyers en particulier, lui, a augmenté considérablement. Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste considère enfin comme discriminatoire l'exclusion des personnes seules et des couples de moins de 55 ans sans enfant.

Selon le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, toutes ces lacunes expliquent que le nombre de ménages recevant l'allocation-logement n'ait cessé de diminuer depuis sa création, étant passé de 155 414 en 1998, au début du programme, à 128 903 en 2006. En 2006, le gouvernement québécois a investi 22 millions de dollars de moins qu'en 1998 pour ce programme. Voilà autant d'argent dont on prive les plus pauvres de notre société.

Près de 2400 locataires pourraient perdre leur subvention

D'ici mars 2008, les suppléments au loyer (SLO) de 2398 locataires de logements coopératifs et sans but lucratif, financés un peu partout au Québec entre 1995 et 2003 dans le cadre des programmes Achat-rénovation ou AccèsLogis, arriveront à terme. À moins d'une injection de fonds de la part du gouvernement du Québec, ces ménages pourraient voir leur loyer doubler ou même tripler.

Des subventions provisoires...

Ces programmes prévoient des suppléments au loyer (SLO) permettant à la moitié des locataires de payer le même loyer qu'en HLM, soit 25 % de leur revenu. Contrairement à la pratique dans tous les autres logements sociaux, cette aide est toutefois limitée à une durée de cinq ans, le gouvernement prétendant que les subventions décourageraient les ménages à chercher de l'emploi et à se sortir de la pauvreté, si elles étaient maintenues à long terme (sic). Toutefois, dès l'échéance des premiers suppléments en 2003, Québec a dû céder à la pression et les prolonger.

Ces subventions arrivent encore une fois à échéance, au plus tard le 31 mars 2008. Les locataires qui les reçoivent pourraient subir une augmentation de loyer moyenne de 250\$ par mois. Or, ces ménages ont des revenus très faibles. Plusieurs n'ont toujours pas accès au marché du travail ou

s'ils y sont entrés, ils occupent le plus souvent des emplois précaires, mal payés. La perte de leur subvention signifierait la perte de leur logement. Quant aux coops et aux OSBL propriétaires des logements subventionnés, ils ne doivent pas se retrouver devant l'obligation d'abandonner leur mission de loger des gens à faible ou à modeste revenu, ni être aux prises avec des appartements vacants.

Des besoins inassouvis...

Selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Québec ne doit pas pénaliser ces locataires et ne peut se passer de tous ces logements à loyer modique. Le FRAPRU demande au gouvernement de prendre acte des besoins et de garantir sans plus attendre la reconduction des suppléments au loyer. Il considère également que c'est de manière permanente, et non seulement pour cinq autres années, que ceux-ci devraient être assurés.

Québec n'a toujours pas réagi aux demandes répétées en ce sens et, de l'aveu même du cabinet de la ministre des Affaires municipales, la Société d'habitation du Québec ne pourrait pas assumer cette prolongation à même son budget régulier. Lors de son dernier congrès, le FRAPRU a décidé de faire de ce dossier une de ses grandes priorités. Le Comité populaire devrait bientôt organiser des interventions à ce sujet.

Calendrier 2008 des luttes sociales

Le Calendrier des luttes sociales est de retour! L'édition 2008 du calendrier du Fonds de solidarité des groupes populaires est maintenant disponible.

Voilà un outil pratique de promotion, illustré de photos représentatives des luttes sociales de la région. En plus, il s'agit d'un bel objet... Très «classe», tout en noir et blanc, il s'agencera à merveille avec les murs de votre bureau ou de votre cuisine.



Rappelons que le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, l'éditeur de *l'Infobourg*, est membre du Fonds de solidarité. Acheter le calendrier, c'est donc aussi contribuer (modestement) à notre indépendance financière.

Vous pouvez vous procurer le calendrier au coût de 10\$ au 780, rue Sainte-Claire sur les heures de bureau. Notons que le calendrier est également en vente à la tabagie Saint-

Jean, celle que tout le monde appelle «La Pipe» (820, St-Jean), et à la Page noire (265, Dorchester).

Artisans de cycle
Yves Sauvageau Pierre Bernier
mécaniciens professionnels plus de 25 ans d'expérience

MUSEO VELO

463, St-Jean 523-9194

RONA
Quincaillerie St-Jean-Baptiste
LA FERRONNERIE DU FAUBOURG DEPUIS 100 ANS

298, rue d'Aiguillon, Québec (Qc) G1R 1L6 • 525-5212 • quinc.sjb@bellnet.ca



Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché St-Jean

Livraison tous les jours à 11 h 30, 15 h et 17 h.

La livraison de 15 h est gratuite!

522-4889,
850, rue Saint-Jean

Les aînés-es sous la loupe

Par Yves Gauthier

Une dame âgée dans un centre de soins de longue durée (CHSLD) qui est ébouillantée à mort lors de son bain hebdomadaire; un homme de 76 ans qui est attaché en permanence à sa chaise roulante; un voisin et une voisine presque Alzheimer qui se font exploiter par des supposés amis-es; une mère de famille de 81 ans qui subit les sévices physiques de son fils; un grand-père dont les avoirs sont dilapidés par un petit-fils sans scrupule. Voilà un aperçu du vécu d'une partie de nos aînés-es.

Après les nombreux reportages dénonçant ces scandaleux comportements envers les aînés-es, face à l'indignation de la population et pour barrer la route à Mario Dumont, le gouvernement Charest n'a pas eu d'autre choix que d'instaurer une consultation publique ayant pour titre *Les conditions de vie des personnes âgées : un enjeu de société, une responsabilité qui nous interpelle tous*.

Cette consultation, qui a débuté en août et qui se terminera à la fin octobre, est présidée par la ministre responsable des aînés-es, Mme Marguerite Blais. À la fin, tous les aspects de vie du million de personnes âgées devraient avoir été examinés et des embryons de réponses pour solutionner les problèmes qui y seront soulevés devraient être soumis au Parlement.

Saint-Jean-Baptiste

De prime abord, il semble que les aînés-es n'accordent pas

trop de crédibilité à ce genre de consultations. Aux dires même de Mme Manon Gareau, œuvrant pour l'organisme Entraide du Faubourg, la grande majorité se dit très sceptique face à toute consultation gouvernementale. «On fait beaucoup de consultations, mais aussitôt les rapports terminés, ceux-ci se trouvent sur les tablettes et nous retombons dans l'oubli.» Il semblerait que même la renommée de Marguerite Blais ne puisse contrer ce négativisme vis-à-vis son enquête.

Mais le cynisme ne règlera pas les problèmes de pauvreté, ni la maltraitance chez les personnes âgées. Quand on sait que 50% d'entre elles reçoivent le supplément de revenu garanti et qu'en 2004 le revenu moyen des femmes de 65 ans et plus était de 19 600\$, on constate que la pauvreté est très présente chez nos aînés-es.

On dit souvent qu'on reconnaît le degré d'évolution d'une société à la façon dont elle traite ses enfants et ses aînés-es. Malgré certains efforts louables pour soulager les aînés-es, il reste beaucoup à faire. Toujours selon Manon Gareau, ce n'est pas d'une consultation publique dont les aînés-es ont besoin, mais de plus de fonds afin d'améliorer les services qui sont déjà disponibles auprès d'organismes qui s'occupent des personnes âgées.

Aînés-es homosexuels-elles

Qu'arrive-t-il des aînés-es gais-es? Bien que peu nombreux à vivre en institution, l'orientation sexuelle des aînés-es cause souvent problème à un point tel qu'ils ou elles retournent

très souvent dans le placard. Selon André Bélanger, professeur à la retraite et bénévole dans de nombreux organismes gais, il faudrait une formation spéciale pour le personnel qui s'occupe des personnes homosexuelles. Il semble qu'une certaine homophobie existe tant chez le personnel que chez certains-es résidents-es des centres d'accueil, et quelques exemples viennent appuyer ces dires de M. Bélanger. Celui-ci verrait même d'un bon œil la mise sur pied d'un organisme de protection des aînés-es.

Show de boucane

Le gouvernement Charest, ayant fait de nombreux shows de boucane au cours de son premier mandat et ne semblant pas avoir de direction précise, sauf pour le dogme des PPP, a perdu presque toute crédibilité, selon les derniers sondages. À court terme, il est donc fort à parier qu'il sera difficile, pour le rapport de Marguerite Blais, de franchir les étapes importantes afin d'arriver à des résultats concrets. Les baby-boomers, qui se sont construits une société à leur image au cours des cinquante dernières années, sauront-ils se donner un espace de retraite plus humain que celui que connaissent plusieurs aînés-es aujourd'hui? N'oublions pas qu'en 2051, les aînés-es formeront 30% de la population.

N.B.: La séance de consultation pour la région de la Capitale-Nationale a eu lieu le 18 octobre de 9h à 17h à l'hôtel Loews le Concorde.

Pour en savoir plus www.consultationpublique-aîne.qc.ca

Circulation automobile dans le quartier: une assemblée de rue pour bientôt

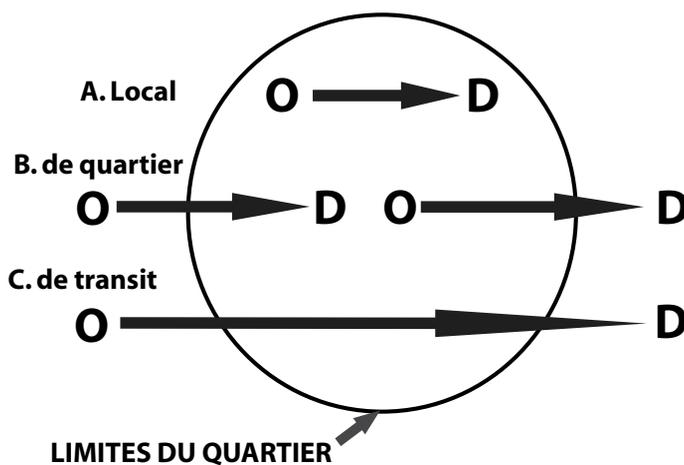
Par Eve-Marie Lacasse

Poursuivant sa campagne sur les problèmes reliés à la circulation automobile dans le quartier, le comité Aménagement urbain du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste convie les résidents-es des rues d'Aiguillon, Sainte-Madeleine, Saint-Augustin, Sainte-Geneviève et Lavigneur à une assemblée afin de discuter des solutions possibles pour mettre fin à cette situation.

La circulation de transit (par transit, ou circulation de transit, on entend une circulation automobile qui traverse un quartier, mais dont l'origine et la destination sont externes à ce quartier) est, depuis plusieurs

années, un problème sérieux que la Ville de Québec tarde (c'est un euphémisme!) à régler. Plusieurs scénarios simples existent pour y mettre fin rapidement. Lequel les résidents-es concernés-es préfèrent-ils? C'est la question que le comité posera lors d'une assemblée, le 13 novembre prochain à 19h au 780, Sainte-Claire.

3 TYPES DE DÉPLACEMENT



Après présentation et discussion autour du problème et des différents scénarios, les citoyens-seront invités-es à choisir la meilleure solution pour éliminer cette circulation indésirable dans un quartier résidentiel!

Pour plus d'informations : contactez Véronique ou Eve-Marie au 522-0454 ou passez au 780, Sainte-Claire!

Un sondage sur le stationnement dans le quartier

(E-M.L.) Votre téléphone risque de sonner dans les prochaines semaines! En effet, la Ville de Québec souhaite connaître l'opinion des résidents-es sur le stationnement dans le quartier, plus précisément sur la réglementation des heures où il est permis de stationner sans vignette dans les rues de Saint-Jean-Baptiste. C'est pourquoi la Ville a demandé à la firme Léger Marketing de réaliser 400 sondages sur cette question cet automne. À partir des résultats de cette enquête, une consultation publique sur la réglementation du stationnement dans notre quartier devrait être tenue au courant de l'année 2008.



Votre détaillant autorisé

TELUS
du Faubourg St-Jean-Baptiste



TIRAGE
Écouteur Bluetooth
Valeur de **80\$**

Déposez votre coupon
en magasin

Tirage le
15 décembre 2007



790, rue Saint-Jean
Tél.: 780-1740
www.expert-cell.com

GRATUIT

Étui hydro-mousse
Avec nouvelle activation de 3 ans
**15% de rabais additionnel sur accessoires
sauf téléphones**
Valide jusqu'au 15 décembre 2007

TIRAGE:
COUPON DE PARTICIPATION

Nom: _____

Adresse: _____

Tél.: _____

TENDEZ
L'OREILLE,
ON PARLE
DE VOUS!

CKIA FM 88,3, c'est:

- 115 heures de programmes diversifiés chaque semaine;
- Une attention portée sur l'information, qu'elle soit locale, internationale, écologique, féministe, artistique, etc;
- Des genres musicaux variés, allant du blues au classique, en passant par le jazz, le rock, avec un accent mis sur la musique francophone et les musiques du monde;
- Des programmes dans de nombreuses langues, reflétant la diversité de Québec.

ckia 88,3
FM
RADIO BASSE-VILLE QUÉBEC

www.ckiafm.org

L'INFO BOURG

Journal de quartier publié à 7000 exemplaires, 5 fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs-es. Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro : Nadine Davignon, Yves Gauthier, Nicolas Lefebvre Legault, Étienne Grandmont et Paul-André Perron.

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site web du compop.

Photographies et illustrations: Étienne Grandmont, Julien Bourgeois-Dumais, Luc-Antoine Couturier, Nadine Davignon, Nicolas Lefebvre Legault, Émilie Baillargeon / Les déclencheurEs.

Correction : Catherine Duchesneau

cath_duch@hotmail.com

Infographie : Ian Renaud-Lauzé

Publicité : Nicolas Lefebvre Legault au 522-0454.

Adresse : 780, rue Sainte-Claire, Québec, Qc, G1R-1P9

Tél. : 522-0454 Téléc. : 522-0959

Site Web: www.compop.net

Courriel : compop@qc.aira.com

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome, Centraide, le Fonds de solidarité des groupes populaires et des activités d'autofinancement.

ENVOÛTANT!



LES CHOCOLATS CHAUDS

Érico

Choco-Musée Érico
634, rue Saint-Jean
Faubourg Saint-Jean-Baptiste
524-2122

ESPACE

À LOUER



L'Infobourg,
7 000 exemplaires
distribués
de porte en porte.

Pour plus d'information,
www.compop.net/publicite
ou demandez
Nicolas au 522-0454

Le gouvernement Harper : Tout pour l'armement

(FRAPRU) Dans une étude publiée en mai 2006, l'institut Polaris d'Ottawa évaluait que, de l'automne 2001 à mars 2006, le coût total des opérations militaires directement reliées à la mission canadienne en Afghanistan avait atteint 4,1 milliards de dollars. L'institut prévoyait que ce coût allait augmenter d'au moins 1 milliard de dollars en 2006-2007 pour une facture totale de 5,1 milliards de dollars.

Ces dépenses entraînées par la guerre en Afghanistan sont venues gonfler le budget déjà élephantique du ministère de la Défense nationale. En 2007-2008, les dépenses devraient être de 17,8 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 69% par rapport à 1996-1997. Le budget militaire représente 8,5% de l'ensemble des dépenses fédérales de programmes.

Comme si ce n'était pas suffisant, en juin 2006, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a annoncé qu'il consacrerait 15 milliards de dollars au cours des prochaines années pour l'achat d'équipement militaire.

Rien pour le logement!

Pendant ce temps, les dépenses de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la société fédérale chargée de l'aide au logement, devraient être de 1,98 milliard de dollars en 2007-2008, ce qui représente une hausse de peine 0,6% par rapport à 1996-1997. Les dépenses reliées à l'aide au logement ne comptent désormais plus que pour 0,9% de l'ensemble des dépenses fédérales de programmes.

Si on fait exception des 800 millions de dollars qu'il a dû placer en fiducie en 2006 pour le financement de logements dits abordables par les provinces, en raison d'une loi votée sous le gouvernement antérieur, le gouvernement conservateur n'a pas annoncé l'investissement d'un sous supplémentaire pour de nouveaux logements sociaux ou même abordables. Tout au plus, il a annoncé en décembre 2006 un investissement de 270 millions de dollars en deux ans pour la poursuite de l'aide aux sans-abri, une somme insuffisante et non récurrente.

Pourtant, selon les dernières données disponibles, le Canada comptait près de 1,5 million de ménages ayant des besoins impérieux de logement, dont 351 800 au Québec. De plus, on évaluait à 150 000 le nombre de sans-abri.



Photos : Nicolas Lefebvre Legault

Le 11 octobre dernier, une délégation d'une trentaine de militant-es du FRAPRU de Québec et de Trois-Rivières rendait visite à la députée conservatrice Sylvie Boucher pour revendiquer «Des milliards pour le logement, pas pour l'armement».



De plus en plus de taudis au Québec

Ça prend un code du logement!

(BAIL) Les dernières statistiques sur l'état des logements privés au Québec sont troublantes. D'après les chiffres du recensement de 2006, plus de 246 000 ménages demeurent dans un logement qui a besoin de réparations majeures. C'est beaucoup trop!

Malgré l'adoption de règlements plus sévères dans certaines municipalités, le nombre de logements en mauvais état continue d'augmenter. À Québec, on en compte près de 20 000 (2000 de plus qu'en 2001), tandis qu'à Montréal, ce nombre est passé à 118 000 (12 000 de plus qu'en 2001). On peut en déduire que l'état du parc des logements s'est détérioré, malgré l'augmentation importante du prix des loyers année après année.

Encore aujourd'hui, la plupart des municipalités au Québec n'ont aucune norme précise pour encadrer l'état des logements sur leur territoire. En l'absence de réglementation appropriée, des milliers de locataires se retrouvent dans l'incapacité de faire respecter leurs droits.

Cette disparité est inadmissible. Pour remédier à la situation, le gouvernement québécois doit prendre l'initiative d'instaurer un code provincial d'habitabilité. Ce code définirait des normes suffisantes quant à l'entretien, à la salubrité et à la sécurité des logements. Cette revendication fait partie intégrante de la politique d'habitation adoptée en 2005 par les groupes membres du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), dont le Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) fait partie. De fil en aiguille, le BAIL est parvenu à obtenir l'appui de la Ville de Québec dans ce dossier. Il faut maintenant convaincre la ministre responsable de l'habitation, Mme Nathalie Normandeau, d'aller de l'avant.

LOGEMENT SOCIAL ?

www.frapru.qc.ca

Oui à Sainte-Claire
RUE PARTAGÉE

www.compop.net

Affichez votre appui!

Vous êtes pour le projet «Sainte-Claire, rue partagée» ?

Procurez-vous le macaron bleu ! Passez au 780 Sainte-Claire, sur les heures de bureaux. Info: 522-0454

C'est gratuit!

la Loge
bistro-bar

Ouvert de 17h à 2h sauf le dimanche
565, rue St-Jean, Québec (QC)
418 529-3101